

luttons de classe(s)

mai 2014

POUR L'ÉCOLE : ROMPRE AVEC L'AUSTÉRITÉ

La « priorité à l'école », c'est terminé. Aujourd'hui, l'heure est à la « responsabilité » : une austérité de plus en plus brutale. Les postes créés, déjà insuffisants, ne sont pas pourvus faute de candidats. Il faut dire qu'on demande aux futurs enseignants de faire des études plus longues, sans pré-recrutement, et avec à l'arrivée un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser. Elle est bien loin, la revalorisation promise !

L'austérité à l'école, c'est toujours plus d'inégalités. La baisse de leur pouvoir d'achat incite les enseignants à faire des heures supplémentaires : autant de temps qu'ils ne passeront pas à se former, à aider les élèves à surmonter leurs difficultés et à les faire réussir. Le désengagement de l'État, c'est le transfert des missions du service public vers les collectivités locales et les familles. Si l'école n'a pas les moyens de transmettre à tous une culture scolaire ambitieuse, alors ceux qui le peuvent auront recours à l'aide aux devoirs ou aux cours privés. Et les autres ?

L'austérité, en France et en Europe, ça suffit ! Cette politique nous mène dans le mur. Les Français n'en veulent pas. Combien de temps encore le gouvernement fera-t-il la sourde oreille ? Combien de temps encore cèdera-t-il à la finance et au patronat ? Dans la rue, le 12 avril, le 1er mai, le 15 mai, nous exigeons un pacte de solidarité, pour le développement des services publics, pour une éducation gratuite et ambitieuse, en France et en Europe.

Le 25 mai, poursuivons ce combat dans les urnes. En votant pour les candidats du Front de gauche, donnons-nous des élus qui porteront la rupture avec l'austérité et le projet d'une Europe solidaire. L'éducation est au cœur de ce projet. Il est temps de rompre avec l'objectif de « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », qui met l'éducation au service de la guerre économique. Au contraire, imposons des politiques éducatives au service de l'émancipation individuelle et collective : partout en Europe, mettons à l'ordre du jour la lutte contre les inégalités et l'appropriation par tous d'une culture scolaire ambitieuse.

Il n'y a pas de réponse à la crise que traversent la France et l'Europe sans développement d'une éducation de qualité pour tous : pour développer l'emploi qualifié et sortir de la crise économique ; pour former des citoyens libres et maîtres de leurs choix et sortir de la crise politique.

Marine Roussillon

R **DIMANCHE 25 MAI**
E **élections européennes**
N **Pour rompre avec l'austérité**
D **pour l'école de l'égalité**
E **en France et en Europe**
Z **votons pour les listes**
- **du Front de gauche**

V **JEUDI 15 MAI**
O **les travailleurs**
U **de la fonction publique**
S **en grève**
pour les salaires
contre l'austérité

l'éducation, au service de la guerre économique ou de l'émancipation?



Un projet pour l'école, c'est un projet pour la société. Nous voulons que les adultes de demain soient maîtres de leurs destins, qu'ils puissent choisir librement leur vie, décider ensemble des choix qui engagent leur entreprise, leur pays, le monde. Nous voulons une école au service de l'émancipation, formant des citoyens libres et égaux.

Au contraire, l'Union européenne met l'école au service de la guerre économique. Elle s'est donné pour projet de devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde ». Elle encourage les pays membres à mettre en concurrence les établissements, les personnels et même les élèves. Elle développe un enseignement par compétences déconnectées des savoirs, qui donne aux salariés de demain la formation requise pour utiliser des techniques de plus en plus complexes, mais sans leur don-

ner le pouvoir qui va avec la maîtrise des savoirs. Elle encourage l'individualisation des parcours, qui mine les diplômes nationaux et rend plus difficile la reconnaissance d'une même formation par une qualification commune. En France, la loi Fillon de 2005 a été la première loi sur l'éducation à s'inscrire explicitement dans le cadre européen : en créant le socle commun de compétences, elle mettait en pratique au niveau national les recommandations de l'UE sur les « compétences fondamentales » nécessaires à « l'employabilité » des futurs salariés.

Ces politiques néolibérales sont encore aggravées par l'austérité. Aggravation de la précarité, dévalorisation du métier d'enseignant, recours massif aux heures supplémentaires... Les enseignants n'ont ni le temps ni les moyens de faire réussir tous leurs élèves. Si le service public n'a plus les moyens d'accomplir ses missions, alors les familles se tournent vers les collectivités locales ou vers le privé. Mais ce n'est pas possible pour tous, partout. L'austérité à l'école, c'est l'aggravation des inégalités.

Il est temps de rompre avec ces politiques et de refonder l'Europe : faisons de l'Union européenne un espace de coopération entre les peuples, pour le progrès social.

Face à la crise développons l'éducation !

Augmenter le niveau de formation et de qualification, pour sortir de la crise économique. En Grèce, on licencie les enseignants et on ferme les universités. Est-ce c'est comme ça que nous sortirons de la crise ? Qui peut croire un seul instant qu'une politique qui casse la formation, empêche le développement d'un emploi qualifié et abandonne la recherche est une politique d'avenir ? Au contraire, l'urgence est au renforcement des services publics d'éducation, de formation tout au long de la vie, d'enseignement supérieur et de recherche pour favoriser le développement d'un emploi de qualité, partout en Europe.

Le savoir est un pouvoir : donnons le pouvoir au peuple ! La crise que traverse l'Europe est aussi une crise politique. L'Union européenne est plutôt gouvernée par la finance et le grand patronat que par les peuples. Mettons l'école au service de la démocratie en permettant à tous de s'emparer des débats les plus complexes.

15 MAI

les services publics ne sont pas le problème ils sont la solution !

Le gouvernement refuse d'entendre ceux-là mêmes qui l'ont porté au pouvoir engagements. Face à sa surdité, les salariés de la fonction publique n'ont pas d'autre choix que la grève.

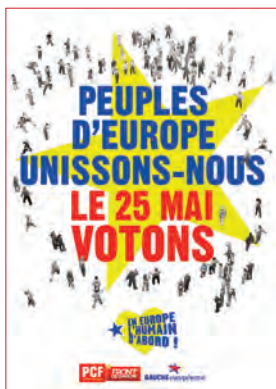
Médias et politiques au pouvoir font ce qu'ils peuvent pour empêcher toute contestation. Mais la réalité cogne. Le cadeau de 50 milliards d'euros fait aux entreprises, c'est autant de moins pour le monde du travail, autant qui va manquer cruellement dans la dépense publique et sociale. C'est toujours moins de solidarité, d'égalité, mais aussi de démocratie, en particulier sur le plan local.

Le 15 mai, il s'est agi d'affirmer que d'autres choix sont possibles. Le pays a besoin de services publics de qualité réellement au service de tous.

L'éducation nationale ne pourra être refondée que si les moyens lui sont donnés de fonctionner. Les enseignants doivent avoir des salaires décents, être formés, sans quoi il sera toujours plus difficile d'en recruter. L'éducation doit rester un service public national, afin que tous les enfants aient les mêmes droits d'accès à la formation pour préparer leur avenir. Tout cela a un coût. Mais l'échec scolaire aussi coûte cher : il coûte cher aux familles, aux personnes, au pays.

**Il est urgent de rompre avec l'austérité :
pour l'éducation et pour tous les services publics
imposons un pacte de solidarité !**

l'éducation, au service de la guerre économique ou de l'émancipation?



Refondons l'Europe...et l'école

Nous voulons une éducation ambitieuse, partout en Europe. Il faut rompre avec la promotion d'un enseignement par compétences déconnectées des savoirs, qui ne vise que l'employabilité. Développons au contraire une approche culturelle des apprentissages, pour donner à tous les jeunes le pouvoir qui va avec la maîtrise de savoirs complexes. Partout en Europe, favorisons la formation de travailleurs et de citoyens émancipés, critiques, créateurs.

Nous voulons réduire les inégalités d'appropriation des savoirs. Donnons à l'Europe l'objectif d'un allongement de la scolarité obligatoire dans les pays membres, pour rompre avec les logiques de sélection et élever le niveau des connaissances. C'est nécessaire : les citoyens de demain auront besoin de maîtriser des savoirs de plus en plus complexes pour décider de leur avenir.

Nous voulons que tous les jeunes Européens puissent faire des études longues. C'est dans l'intérêt de notre économie, de notre démocratie. L'Union européenne doit agir pour offrir à tous les étudiants les moyens de réussir en mettant en place une allocation d'études généralisée.

Nous voulons que partout en Europe, une même formation soit reconnue par une qualification égale pour développer un emploi qualifié de qualité. Une telle politique permettrait le développement de solidarités nouvelles entre les travailleurs d'Europe et de luttes collectives à l'échelle de l'UE.



notre candidat à la présidence de la Commission européenne

Le PCF, le Front de gauche et les partis membres du Parti de la gauche européenne présenteront la candidature du grec Alexis Tsipras pour devenir président de la Commission européenne.

Alexis Tsipras est le président de Syriza, principal parti de gauche en Grèce, aujourd'hui aux portes du pouvoir. Avec lui, nous sommes bien décidés à bousculer le consensus néolibéral, rompre avec l'austérité et refonder l'Europe.

POUR EN SAVOIR PLUS

**Lettre du réseau école, février 2014 :
l'Europe de l'éducation**

http://reseau-ecole.pcf.fr/sites/default/files/ecole-la_lettre_fevrier_2014.pdf



**Revue du projet, 36, avril 2014 :
Sous les pavés, l'Europe**

http://www.pcf.fr/sites/default/files/rdp-36_v12_br_0.pdf

Nous voulons rompre avec l'austérité et développer les services publics. Les services publics nationaux de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche doivent être renforcés pour leur permettre de relever les défis liés à la place nouvelle des connaissances dans l'économie et la société. L'UE peut travailler à ce développement en mobilisant les moyens financiers nécessaires, notamment grâce à la création d'un fonds européen de développement social.

Le 25 mai, votons pour rompre avec l'austérité et les politiques néo-libérales, pour refonder l'Union européenne au service du progrès, votons pour les listes du Front de gauche !



rythmes and blues...

La nouvelle version du décret sur les rythmes éducatifs ne s'attaque pas plus que la précédente à l'échec scolaire.

Enseignants, parents, la réforme a fait de nombreux mécontents. Mais le gouvernement n'entend que les protestations de la droite ! Pour les calmer, il autorise des « expérimentations » : il ne restera bientôt plus grand-chose du cadrage national du temps scolaire. Et quelles expérimentations envisager dans le cadre de l'austérité ?

Face aux problèmes rencontrés en maternelle, le ministre renvoie à de « bonnes pratiques » dont on se demande qui les a évaluées. Bons horaires, bonnes pratiques... les élèves seront bientôt seuls responsables de leurs éventuels échecs.

On le sait, l'échec scolaire se construit dans un rapport d'étrangeté à l'école, pas en fonction de l'heure affichée sur la pendule. Pourtant, le ministre semble croire que la réussite est une af-

faire d'horaire et insiste sur l'importance des apprentissages du matin. Pour bientôt distinguer des apprentissages « fondamentaux » et d'autres moins fondamentaux, que l'école pourrait laisser au périscolaire ?

Enfin, ce décret ne donne pas plus de garanties que le précédent quant au recrutement et à la formation des animateurs, et laisse la porte ouverte à une privatisation à terme du périscolaire.

Décidément, avec cette réforme, la réussite des élèves n'est qu'un prétexte pour réduire le temps scolaire et territorialiser l'éducation. Il est urgent de s'attaquer vraiment aux causes de l'échec scolaire. Rendons aux élèves les 2 heures de classe supprimées en 2008. Donnons aux enseignants le temps de se former et de faire leur métier.

Construisons un grand service public du loisir éducatif pour garantir l'égalité de traitement des enfants sur tout le territoire.

RYTHMES SCOLAIRES (1)

30 maires communistes et apparentés écrivent à Benoît Hamon

« Vous venez d'être nommé ministre de l'éducation nationale dans un contexte difficile pour la gauche. Dès maintenant, vous pouvez faire un geste fort pour montrer que vous avez entendu la déception et la colère des enseignants, des parents et de l'ensemble des acteurs de l'éducation : revenez sur la réforme des rythmes éducatifs imposée par le précédent gouvernement ».

Pour lire la suite : <http://reseau-ecole.pcf.fr/53325>

**L'Europe
de la finance,
ça suffit !**

**L'HUMAIN
D'ABORD**

pour sortir de l'austérité
en France et en Europe
le 25 mai votons

RYTHMES SCOLAIRES (2)

des chercheurs et des syndicalistes se sont aussi adressés au nouveau ministre

Ils demandent le retrait du décret sur les nouveaux rythmes éducatifs. Surtout, ils attendent « d'un ministre de gauche qui s'est opposé au TCE qu'il défende un service public d'éducation nationale particulièrement préoccupé de la réussite de tous ».

Pour lire l'appel et le signer : <http://www.change.org/fr/pétitions/benoît-hamon-ministre-de-l-éducation-nationale-rythmes-scolaires-nous-demandons-le-retrait-de-la-réforme>

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

des postes créés... mais pas pourvus !

De nombreux postes ouverts aux concours n'ont pas été pourvus cette année, faute de bons candidats. Pas assez bons pour intégrer la fonction publique, les recalés seront sans doute assez bons pour enseigner quand même, dans la précarité ! Car à la rentrée, il faudra bien mettre des profs face aux élèves. À quand un pré-recrutement permettant aux futurs enseignants d'entrer dans le métier dans de bonnes conditions et d'avoir le temps de se former ?